

Sortir de la guerre

Ce dossier thématique présente un aspect des nouvelles orientations de la recherche tout en donnant quelques pistes d'exploitation pédagogique. Il s'agit en l'occurrence des travaux concernant la façon dont les clandestins de la Résistance et les exilés de la France libre ont vécu leur « sortie de guerre », c'est-à-dire le retour à la vie du temps de paix. Ce thème présente de multiples aspects et se prête à des comparaisons avec d'autres guerres et d'autres types de combattants. ■



Coll. ADIR - DR.

SOMMAIRE

- La sortie de guerre des résistants p. I
et des Français libres.
Par Guillaume Piketty, professeur d'histoire à Sciences Po (Paris) et Visiting Fellow au Worcester College (Oxford).
- Pour approfondir : p. V
orientation bibliographique.
- Retours en métropole : p. VI
la perception des Français libres
à travers leurs écrits personnels.
Par Bruno Leroux
- La sortie de guerre des résistants p. VII
à travers les premiers bulletins
associatifs
Par Frantz Malassis
- Les survivants et leurs morts : p. VIII
le cas de la famille d'Octave Simon,
résistant porté disparu.
Par Bruno Leroux et Frantz Malassis

Le général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française, accueille à Paris les résistantes rescapées du camp de concentration de Ravensbrück, le 5 avril 1945.

La sortie de guerre des résistants et des Français libres

Par Guillaume Piketty, professeur d'histoire à Sciences Po (Paris) et Visiting Fellow au Worcester College (Oxford).

Vétérans de l'armée des ombres ou anciens de la Résistance extérieure, les tenants du « Non intransigeant »⁽¹⁾ connurent une sortie de Seconde Guerre mondiale souvent difficile, parfois douloureuse, complexe toujours. Vainqueurs, ils occupaient une position en théorie très favorable. Pourtant, ils se trouvèrent emportés, et malmenés, au gré d'un processus qui se poursuivit longtemps après que les armes s'étaient définitivement tues. Leur « sortie de guerre » est un thème de recherche encore très nouveau : certains aspects ont déjà été bien explorés (la participation à l'épuration, aux réformes de la Libération), mais beaucoup d'autres sont des domaines encore peu défrichés (la reconnaissance de leurs actions par la Nation, leur vie associative), voire quasiment vierges comme la question des conséquences psychologiques et matérielles du retour à la paix pour chacun de ces individus.

Le retour à un mode de vie du temps de paix au sein de la société française

Dans une France peu à peu libérée mais profondément traumatisée, partiellement détruite

et dont l'économie demeurerait handicapée par les séquelles du conflit, de très nombreuses personnes cherchaient à rentrer chez elles : réfugiés et déplacés, survivants des camps de la mort, anciens de la Relève ou du STO, militaires capturés en 1940 mais aussi, à terme, combattants de la nouvelle armée française, soldats alliés, « malgré nous »... Les résistants durent tracer leur propre voie de retour au cœur de ce *maelstrom*. Celles et ceux des combattants de l'ombre qui avaient mené l'existence « errante et dangereuse des parias »⁽²⁾ — combattants urbains ayant abandonné leur activité professionnelle, spécialistes des filières d'évasion, agents de liaison, maquisards, etc. — regagnèrent leurs pénates. Leurs camarades qui n'avaient jamais quitté leur domicile eurent à réunifier leurs deux vies, officielle et clandestine, ce qui pouvait être encore plus problématique : « Je n'ai jamais retrouvé le calme que j'avais avant la guerre [...] Une personne que je n'attends pas et qui frappe à la porte, pour moi, c'est un sursaut. »⁽³⁾

À l'instar des membres de la Résistance extérieure non gaulliste, les combattants étrangers et les soldats coloniaux qui avaient lutté au sein des Forces françaises libres (FFL) entreprirent, si possible, le voyage vers leur pays ou leur territoire

d'origine. Souvent précédés par une lettre, un télégramme ou un coup de téléphone, les anciens de la France combattante retrouvèrent une patrie à laquelle ils avaient songé tout au long de leur exil. Par-delà l'émotion intense de l'arrivée, ils vécurent des retrouvailles souvent douces-amères avec leurs compatriotes dont il leur arriva de penser qu'ils avaient peu changé⁽⁴⁾. Sur fond de prise en main des rênes administratives et politiques, les premiers contacts avec leurs camarades de la résistance intérieure furent parfois malaisés. Déjà, s'affirmait une concurrence de légitimités.

Au fil de la guerre, les résistants avaient pensé à l'après-libération. Ils avaient conçu des projets collectifs de réformes⁽⁵⁾. Au plan individuel, par ailleurs, chacun s'était plus ou moins préparé à « sortir » de la résistance. René Char résuma ces dispositions en quelques mots éloquents :

« Si j'en réchappe, je sais que je devrai rompre avec l'arôme de ces années essentielles, rejeter (non refouler) silencieusement loin de moi mon trésor, me reconduire jusqu'au principe du comportement le plus indigent comme au temps où je me cherchais sans jamais accéder à la prouesse, dans une insatisfaction nue, une connaissance à peine entrevue et une humilité questionneuse. »⁽⁶⁾



▲ Le général Leclerc à Paris, Porte de la Chapelle, le 26 août 1944.

Comme pour nombre de Français libres, le retour du général Leclerc en métropole après quatre ans d'absence provoque en lui des sentiments contrastés. C'est la joie profonde de la libération – une joie incomparable lorsqu'il tient le serment de Koufra et libère Strasbourg : « *maintenant, nous pouvons disparaître* » écrit-il à René Plevin le 23 novembre 1944*. Mais aussi, simultanément, une forme de déception devant une population avec laquelle il se sent en décalage. Il la perçoit alors comme prête à se laisser manipuler pour retourner à ses habitudes : « *En bas, dans les usines et les campagnes, tout ce qui était crapules, intrigants, profitards, a escroqué à son profit la noble idée de la résistance et l'esprit de vengeance contre ceux qui ont travaillé sous Vichy quel que soit le travail effectué. À côté de ces trublions, le paysan sérieux est retourné à sa charrue ou à son bétail ; l'ouvrier ou le petit fonctionnaire sérieux travaille comme il peut et ne fait guère de politique. Ce tableau revêt des degrés variés d'acuité suivant les régions de France, mais le fond reste le même : les fumistes deviennent des héros, les véritables héros ne réagissent pas car ils sont toujours modestes* » (lettre à R. Plevin le 22 octobre 1944*).

* Citations extraites de *Français en Résistance*, Laffont, 2009 [G. Piketty éd.], p. 689 et 688.

Par-delà cette rupture, la Libération fut pour beaucoup une source de joie mêlée d'amertume⁽⁷⁾. Comment, en effet, se donner pleinement à la liesse nationale alors que l'on était sans nouvelles de camarades disparus, ou que l'on participait aux combats libérateurs avec leur cortège de violence et de pertes?... En témoigne cette remarque du Français libre René Plevin à son épouse :

« *Chez les résistants qui ont beaucoup souffert, dont les familles sont mutilées par les deuils et les déportations, on leur [aux Alliés] fait fête aussi mais avec moins de moyens ou au prix d'efforts de toutes sortes qui ne sont pas le régime journalier.* »⁽⁸⁾

Évidemment soulagés d'être vivants, tous durent se déprendre d'un combat auquel ils s'étaient voués corps et âme, le cas de ceux qui avaient vécu entre-temps l'expérience de la déportation présentant des caractéristiques particulières. La première étape consista en une démobilisation plus ou moins rapide et chaotique. La majorité des combattants de l'ombre se démobilisèrent eux-mêmes, sur place et avec les moyens du bord. Ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient revêtu un uniforme durent attendre la fin des hostilités. Les uns et les autres adoptèrent alors des attitudes variables : combat et convictions revendiqués haut et fort ; engagement assumé simplement, avant de tourner la page ; banalisation de la spécificité de leur lutte et des dangers affrontés.

Comme tous les combattants en sortie de guerre, les résistants français affrontèrent ensuite le redoutable défi du « retour à l'intime »⁽⁹⁾. Une fois rentrés chez eux, ils revinrent aux rythmes, aux habitudes et aux sensations du temps de paix. Ils redevinrent conjoint, parent ou enfant au milieu de « proches » qui ne l'étaient plus tant que cela et qui, parfois, leur tenaient rigueur d'avoir eu raison avant tout le monde ou d'avoir sacrifié leur vie familiale à leur engagement. Même pour ceux qui avaient impliqué famille ou amis dans leur vie clandestine, retrouver une vie amicale et amoureuse normale, et parfois banale, put être une expérience douloureuse car il fallait réapprendre à vivre ensemble mais sans la tension du combat quotidien. La plupart renouèrent avec les activités sociales d'avant-guerre. Celles et ceux qui avaient exercé des responsabilités sans rapport avec leur âge et avec leur statut antérieur au conflit rentrèrent dans le rang et reprirent leur vie étudiante ou professionnelle, quels qu'aient pu être

leurs éventuels espoirs de profiter de la victoire pour changer d'existence. En raison des rencontres qu'ils avaient faites durant les années noires, ou parce qu'ils avaient mûri au creuset de la guerre, au contact des expériences et des systèmes étrangers tout autant qu'au spectacle des bouleversements induits par l'anti-républicanisme de Vichy, nombre des tenants du « Non » avaient évolué aux plans intellectuel, politique, culturel. À la Libération, ils affrontèrent la dissonance ainsi créée, d'abord en eux-mêmes mais également aux yeux de leur entourage, entre convictions anciennes et idées nouvelles. Ceux qui échappèrent à ce dilemme durent, au moins, retrouver une vie de laquelle était absente la sensation exaltante de se battre pour des valeurs et des idées essentielles. En un mot, tous revinrent au « réel » évoqué par Pierre Emmanuel en 1947⁽¹⁰⁾.

Alors que le danger s'éloignait, la tension du combat fit place à un relâchement physique, psychologique et nerveux. Les uns et les autres s'efforcèrent alors de se remettre d'avoir côtoyé la mort, de se débarrasser de cette peur qui les avait accompagnés au quotidien, de vivre avec, souvent, la culpabilité du survivant⁽¹¹⁾. Ils cherchèrent à évoquer leur expérience et leurs souffrances sans toujours en trouver les moyens ou en choisissant finalement de s'abstenir faute de disposer d'un public à la fois réceptif et capable de les

comprendre. Des effets de silence, parfois de profond mal être, quelquefois de dévalorisation, s'ensuivirent. Les malades, les blessés et les mutilés, celles et ceux qui avaient émergé terriblement affaiblis de prison ou de camp entamèrent leur convalescence alors que les structures médicales, bouleversées par le conflit, mal ravitaillées et débordées de demandes n'étaient pas toujours à la hauteur. La situation de ceux qui avaient été traumatisés au plan psychique, en particulier les victimes de la torture⁽¹²⁾ et les anciens déportés⁽¹³⁾, fut moins enviable encore. En France, en effet, la réflexion sur les traumatismes psychiques de guerre n'en était qu'à ses débuts et les moyens d'une prise en charge spécifique demeuraient embryonnaires.

Attitudes vis-à-vis de l'ancien ennemi et préoccupations à l'égard des camarades disparus

S'il leur arriva de s'opposer sur des questions de méthode et de préséance, les résistants de l'intérieur et les Français combattants tombèrent en revanche d'accord pour mobiliser les ressorts qui les avaient conduits à dire « non » afin de piloter collectivement au mieux la sortie de guerre du pays. Ils œuvrèrent notamment pour éviter à ceux que la cessation des hostilités avait transformés en anciens ennemis de subir un sort arbitraire et sommaire. Ils agirent pour que les Allemands prisonniers ne subissent pas la vindicte de populations poussées à bout par les rigueurs, les abus, voire les atrocités de l'occupation. Ils firent en sorte que l'ancien ennemi intérieur, vichyste, collaborationniste ou milicien, soit décemment traité. La mise en place et le contrôle de l'épuration se trouvèrent ainsi au cœur de l'ultime étape de leur combat⁽¹⁴⁾.



Lucien Tharradin, l'initiateur des jumelages franco-allemands.

Les jumelages ont été importants dans la dynamique de la réconciliation franco-allemande. Dans les années 1950, l'idée du jumelage de communes en Europe naît sous l'impulsion de Lucien Tharradin, résistant déporté à Buchenwald, sénateur-maire de Monbéliard qui jette les premières bases d'un jumelage avec Ludwigsburg dans le Bade-Wurtemberg. Naturellement, le mouvement s'accélère après le traité de l'Élysée pour atteindre aujourd'hui plus de 2 200 jumelages franco-allemands.



Cérémonie de remise de la médaille de la Résistance française au lycée Lalande de Bourg-en-Bresse (Ain).

© maquisdelain.org Droits réservés.

Ce faisant, ces anciens résistants entamèrent leur «démobilisation culturelle», passant peu à peu d'un système de représentation / mobilisation de soi face à l'«autre» conçu pour le temps de guerre à un autre système valable, lui, pour le temps de paix ⁽¹⁵⁾. Humaniser la figure de l'ancien ennemi, reconstituer les communautés supranationales détruites par le conflit, inventer un avenir, notamment européen, digne du sacrifice consentirent des étapes importantes de ce processus. Il arriva que cette démobilisation culturelle connaisse des ratés. Après avoir vécu comme des «gangsters [...] idéalistes» ⁽¹⁶⁾, certains résistants eurent du mal à se conformer de nouveau aux cadres de la légalité. D'autres, notamment chez les anciens Français libres, voulurent démarrer une nouvelle vie à l'étranger ou dans les colonies, ou bien demeurèrent dans l'armée et partirent se battre en Indochine. D'autres encore choisirent, à des niveaux variables, de ne pas conduire leur démobilisation culturelle à son terme. La volonté de perpétuer son identité résistante put prendre d'abord une forme individuelle. Ainsi de Lucie et Raymond Samuel devenus *Aubrac* qui adoptèrent un de leurs pseudonymes pour patronyme, ou de Jacques *Chaban-Delmas* qui accola son nom de résistant à son nom officiel. Le maintien de l'usage du pseudo, voire des rapports hiérarchiques, se perpétua aussi parfois dans l'intimité des réunions d'anciens. Il arriva également que l'attachement à l'idée résistante prenne un tour public et la forme d'une adresse à la collectivité. Tel fut par exemple le cas de Jean Cassou qui, en 1953, refusa de baisser la garde et réaffirma publiquement le sens et l'actualité de l'engagement des combattants de l'ombre ⁽¹⁷⁾.

La Médaille de la Résistance a été attribuée à 17 communes de métropole, à la Nouvelle-Calédonie, à 22 unités et institutions militaires (écoles militaires préparatoires), à 15 organismes civils très divers dont l'université de Strasbourg et un lycée : le lycée Lalande. Comme les autres collectivités bénéficiaires, ce lycée a été distingué parce qu'il manifeste, à un niveau exceptionnel l'engagement dans la résistance d'une catégorie de la population. En l'occurrence, le lycée Lalande compte, parmi ses élèves et son personnel, 32 résistants tués ou fusillés et une vingtaine de déportés. Cette décoration attribuée à titre collectif est épinglée au drapeau de l'établissement le 12 janvier 1947, devant tous les élèves rassemblés sur le stade, en présence du personnel, des représentants de l'Éducation nationale, des parlementaires du département, des autorités civiles et militaires.

À cette occasion, la Médaille de la Résistance est aussi remise, à titre individuel, à trois anciens lycéens membres des Forces unies de la jeunesse patriotique : au premier plan, de gauche à droite, Gilbert Guillard, Jean Marin et Jacques Laprade. Au second plan à droite, la mère de Hugues Barange recevra les insignes de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre décernés à son fils à titre posthume. Après cette cérémonie de remise de décorations seront enfin inaugurées à l'intérieur du lycée Lalande plusieurs plaques à la mémoire des disparus.

Le deuil tint une large place dans la sortie de résistance. Dououreux et difficile par nature, il arriva, dans le cas des «soutiers de la gloire» ⁽¹⁸⁾ notamment, qu'il soit encore compliqué par l'absence d'information sur le sort de compagnons ou de proches disparus sans laisser de trace. Songeons par exemple à Jean Cavaillès, fusillé à Arras le 17 février 1944 mais dont le sort ne fut connu, et le deuil envisageable, que le 28 juin 1945 après identification, par sa sœur, dans une fosse commune, de «l'inconnu n° 5». Songeons aussi aux victimes des sinistres cours martiales sous Vichy ⁽¹⁹⁾. Songeons enfin à toutes celles et tous ceux qui furent engloutis dans la nuit et le brouillard des camps de la mort et dont les familiers cherchèrent longtemps à reconstituer les derniers moments et les circonstances du décès ⁽²⁰⁾. Dans certains cas extrêmes, le travail de deuil fut rendu impossible par l'ignorance du lien avec la ou les personne(s) décédée(s). Aude Yung-de Prévaux, par exemple, apprit quelque vingt années après la fin de la guerre qu'elle était la fille de Jacques et Lotka

Trolley de Prévaux, tous deux résistants et morts en 1944. Alors, mais alors seulement, elle put tout à la fois s'approprier ses parents biologiques et en faire le deuil ⁽²¹⁾.

Les rapports avec la Nation après la guerre : la dette et l'héritage

Un conflit donne habituellement lieu au développement d'une «économie morale de la reconnaissance», c'est-à-dire d'un ensemble soigneusement structuré de rituels et de gestes (médailles, commémorations, cérémonies militaires, objets de mémoire, etc.) grâce auxquels les vétérans se sentent, au moins partiellement, reconnus par le pays qui les a envoyés au sacrifice ⁽²²⁾. Cette économie de la reconnaissance est au cœur des relations entre civils et militaires durant le conflit lui-même et par la suite. Son développement en France au terme de la Seconde Guerre mondiale fit surgir un nouveau décalage entre vétérans de



Congrès de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR), dans les années soixante. Le secrétaire général, Henri Bailly, deuxième à droite sur la photo, est aux côtés d'Edmond Michelet.

Une des missions que s'assignent les anciens résistants réunis dans leurs associations d'anciens est de lutter contre l'oubli de leur action, qu'ils considèrent très tôt comme une menace. Dès la première assemblée générale en 1955, la CNCVR milite pour que l'héritage de la Résistance soit transmis aux jeunes générations sous une forme concrète. Une motion demande à ses Unions départementales de promouvoir « l'organisation de prix de Civisme et de Morale devant récompenser les élèves des établissements scolaires qui se seront distingués dans l'étude des questions civiques et morales ». Initulés « prix de la Résistance », ces prix sont expérimentés avec succès pendant quelques années dans une trentaine de départements. Ceci conduit la CNCVR à demander au ministère de l'Éducation nationale d'instituer un « Prix national de la Résistance », chose faite en 1961. Le prix allait rapidement prendre son appellation définitive de Concours national de la Résistance et de la Déportation.

© Fonds CNCVR 72A - Archives nationales.

l'armée des ombres et anciens des FFL. Ainsi, les premiers furent minoritaires lors du défilé de la victoire à Paris le 18 juin 1945. Même si, bien sûr, de nombreux résistants de l'intérieur furent célébrés dans les villes et les villages de province, le fait est significatif. Second exemple, les décorations. À la fin de la guerre, la croix de la Libération et la médaille de la Résistance, respectivement créées par le général de Gaulle en novembre 1940 et février 1943, demeuraient les seules décorations spécifiques permettant de récompenser un engagement au service du « Non », avec le biais français libre que cela pouvait supposer⁽²³⁾. Des mesures furent donc progressivement prises pour corriger le tir, telles que la création en 1949 de la croix du Combattant volontaire de la Résistance puis celle du statut de « Combattant au titre de la Résistance ». Par ailleurs, pour pouvoir prétendre à de telles marques de reconnaissance, chacun dut fournir les détails de son parcours individuel. La

nécessité de démontrer la réalité d'un engagement en laissa plus d'un amer. Tout comme le constat d'une gratitude peut-être moins unanime parmi les Français que celle qui avait prévalu au lendemain de la Grande Guerre à l'égard des Poilus.

Enfin, un certain nombre de vétérans voulurent faire vivre l'héritage intellectuel et politique, et plus encore le legs moral, de la Résistance. Beaucoup s'investirent dans les associations qu'ils avaient fondées à la Libération⁽²⁴⁾. D'autres, moins nombreux, militèrent pour que fructifient les projets de réforme conçus durant la guerre. Ils le firent via les journaux qui avaient succédé aux publications clandestines⁽²⁵⁾, en rejoignant des organisations politiques avec l'intention de les rénover⁽²⁶⁾ ou en créant des partis⁽²⁷⁾. Quelques-uns occupèrent des fonctions gouvernementales. Peu à peu, force fut néanmoins de constater que les espoirs et les projets que beaucoup avaient entretenu

d'une refondation radicale de la République ne débouchaient que partiellement, voire pas du tout, en dehors de la mise en œuvre du programme du CNR et de certains projets conçus à Londres puis à Alger. D'aucuns se concentrèrent alors sur leurs activités professionnelles, connaissant souvent des ascensions remarquables ou, tel par exemple Philippe Viannay, y trouvant un débouché pour leur soif de changer la société⁽²⁸⁾. La majorité se rabattit sur les sphères familiale et amicale. Ils y firent vivre, avec une nostalgie quelquefois « poignante »⁽²⁹⁾, la mémoire des camarades disparus ainsi que les valeurs et les idéaux pour lesquels ils avaient pris tous les risques. Au plan individuel enfin, chacun entretint précieusement le souvenir de la communauté émotionnelle résistante, cette « façon de vivre » littéralement « inventée » au cours d'« une période d'une nature unique, hétérogène à toute autre réalité, sans communication et incommunicable, presque un songe »⁽³⁰⁾. ■

(1) Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance*, Lyon, Lug, 1955, p. 28.

(2) Henri Frenay, « Bertie Albrecht », allocution à la BBC, 6 octobre 1943 in Jean-Louis Crémieux-Brilhac (dir.), *Ici Londres : les voix de la liberté, 1940-1944*, t. IV, Paris, La documentation française, 1975, p. 63.

(3) Propos d'un résistant de Défense de la France, cité dans Olivier Wiewiorka, *Une certaine idée de la Résistance*, Le Seuil, 1995, p. 398-399.

(4) Voir par exemple Pierre Bourdan, *Carnet de retour avec la division Leclerc*, rééd., Paris, Payot, 2014 ou Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2009.

(5) Voir notamment Claire Andrieu, *Le programme commun de la Résistance : des idées dans la guerre*, Paris, Éditions de l'Érudite, 1984; Diane de Bellescize, *Les neuf sages de la Résistance. Le Comité Général d'Études dans la clandestinité*, Paris, Plon, 1979; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996; Henri

Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch, *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, PUF, 1954.

(6) René Char, *Feuillets d'Hypnos*, n° 195, Paris, Gallimard, Éditions de la Pléiade, 1983, p. 222.

(7) Sur cette dernière concernant les Français libres, voir Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, pp.301-303.

(8) Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance...*, op. cit., p. 1091.

(9) Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.

(10) Pierre Emmanuel, « La Résistance comme catharsis », in *Esprit* n° 139, novembre 1947, p. 638.

(11) En particulier les déportés, mais pas seulement eux. Voir par exemple Jean-Pierre Vernant, *La Traversée des frontières. Entre mythe et politique II*, Paris, Seuil, 2004, p. 20.

(12) Voir par exemple Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtiement. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Arles, Actes Sud, 1995 pp.51-79.

(13) On lira avec profit les deux romans de Vercors

Les armes de la nuit et *La puissance du jour*, publiés au lendemain de la guerre et réédités en un volume unique de la collection Points-Seuil en 1997.

(14) Voir le dossier « Les résistants et l'épuration » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 81, juin 2015.

(15) John Horne, « Introduction » p. 45-53 dans John Horne (dir.), « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », dossier in *14-18 aujourd'hui, today, heute* n° 5, mai 2002.

(16) Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996, p. 22.

(17) Jean Cassou, *La Mémoire courte*, Paris, Éditions de Minuit, 1953 (rééd. Fayard – Mille et une nuits, 2001).

(18) Expression employée par Pierre Brossolette afin de désigner les résistants de l'intérieur – Pierre Brossolette, *Résistance 1927-1943*, Paris, Odile Jacob, 1998 (rééd. 2015), p. 144.

(19) Virginie Sansico, *La justice du pire. Les cours martiales sous Vichy*, Paris, Payot, 2003.

(20) Sur ce point, on lira avec profit les trois premiers chapitres de François Maspéro, *Les abeilles et la guêpe*, Paris, Seuil, 2002.

(21) Aude Yung-de Prévaux, *Un amour dans la tempête de l'histoire. Jacques et Lotka de Prévaux*, Paris, Kiron - Le Félin, 1999, pp 13-17.

(22) Voir notamment Claude Barrois, *Psychanalyse du guerrier*, Paris, Hachette, 1993 et Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004.

(23) Voir par exemple Guillaume Piketty et Vladimir Trouplin, *Les compagnons de l'aube. Archives inédites des compagnons de la Libération*, Paris, Textuel, 2014.

(24) Issues d'un réseau ou d'un mouvement, ou bien de la France libre. Un grand nombre d'associations « trans-mouvements » ou « trans-réseaux » virent également le jour selon que leurs membres avaient été déportés ou non, liés ou non aux FFL, en fonction aussi des évolutions politiques diverses.

(25) *Combat, France-Soir, Libération, Le Parisien libéré...*

(26) La SFIO en est un bon exemple.

(27) Tels le Mouvement républicain populaire (MRP) ou l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR).

(28) À nouveau, concernant les anciens FFL, voir Jean-François Muracciole, *Les Français libres...*, op. cit., chapitre XI « Destinées de l'après-guerre ».

(29) Alban Vistel, *Héritage...*, op. cit., p. 85.

(30) Jean Cassou, *La mémoire courte*, op. cit., p. 39.

Orientation bibliographique

Cette liste, évidemment non exhaustive, est d'abord destinée à proposer des pistes de réflexion et de travail.

1) Pour replacer le cas des Résistants et des Français libres dans le cadre plus général des sorties de guerres au XX^e siècle

■ Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), dossier « Sorties de guerre au XX^e siècle », *Histoire@Politique. Politique, Culture et Société*, www.histoire-politique.fr, n° 3, décembre 2007.

■ Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009 [aborde les deux guerres mondiales et la guerre d'Algérie, dans différents pays et pour diverses catégories de populations].

■ John Horne (dir.), « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », dossier in *14-18 aujourd'hui, today, heute* n° 5, mai 2002.

2) Sur différents aspects de la sortie de guerre des Résistants et des Français libres

Outre la vue d'ensemble donnée dans l'article de G. Piketty « De l'ombre au grand jour : l'identité résistante en question », dans *Retour à l'intime au sortir de la guerre* (ouvrage cité ci-dessus), quelques ouvrages donnent des éléments synthétiques sur différents aspects du sujet :

■ François Broche et Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2010 [voir en particulier les entrées : « Association des Français libres », « Écrivains de la France libre après 1945 », « Français libres capitaines d'industrie », « Français libres parlementaires après 1945 », « La France libre dans la littérature », « de la France libre au gaullisme », « Médaille de la Résistance française »].

■ Laurent Douzou, *La résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Points-Seuil histoire, 2005 [en particulier le chapitre 3 : « Les témoins gardent la parole et prennent la plume (1944-1974) »].

■ Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 2000.

■ Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin : Occupation. Résistance. Idées reçues*, Paris, Folio, 2014.

■ François Marcot (dir.) avec la collaboration de Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé, *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont collection « Bouquins », 2006 [voir en particulier le long article « Héritage et mémoire de la Résistance » p. 826 et les entrées courtes « associations et amicales », « lieux du souvenir de la Résistance », « musées », « Ordre de la Libération », « plaques, stèles et monuments », « programme de la Résistance », « La Résistance : du légendaire au mythe »].

■ Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009 [chapitre XI « Destinées de l'après-guerre »].

■ Philippe Oulmont, *Pierre Denis. Français libre et citoyen du monde : entre Monnet et de Gaulle*, Paris, Nouveau Monde, 2012 [pour les pages assorties d'extraits de textes rédigés à l'époque par Pierre Denis décrivant son retour et son immédiat après-guerre].

3) Sélection d'écrits de résistants, de Français libres et de leurs descendants

Deux anthologies :

■ Guillaume Piketty, *Résister. Les archives intimes des combattants de l'ombre*, Paris, Textuel, 2011.

■ Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2009. [voir en particulier les écrits de la fin 1944 de quatre Français libres sur leur décalage par rapport à la métropole, sa population, voire les FFI : Brosset, Brunet de Sairigné, Leclerc, Pleven].

3. a) écrits des années d'après-guerre

■ Pierre Bourdan, *Carnet de retour avec la division Leclerc*, rééd., Paris, Payot, 2014.

■ Pierre Emmanuel, « La Résistance comme catharsis », in *Esprit* n° 139, novembre 1947 [réflexion d'un poète résistant sur son engagement et ses suites, sur les modalités de sa propre « sortie de guerre »].

■ Jean Cassou, *La Mémoire courte*, Paris, Minuit, 1953.

■ Stéphane Hessel, « Entre leurs mains » in *Les Temps Modernes* n° 6, mars 1946. [récit sur l'arrestation, l'emprisonnement, la torture et les camps, donné très vite après la guerre et donc illustration du besoin de témoigner].

■ Vercors, *Les armes de la nuit* suivi de *La puissance du jour*, Paris, Points-Seuil, 1997 [rééd. de deux nouvelles parues en 1946 et 1951 ; l'écrivain résistant use de la fiction pour évoquer l'expérience de la déportation et certaines horreurs, quasiment indicibles, vécues par ses camarades sans pour autant les trahir].

■ Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance*, Lyon, Lug, 1955.

3. b) écrits plus récents

■ Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtimement. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Arles, Actes Sud,

1995 [réédition d'un livre de 1966 : réflexion d'un résistant belge, déporté à Auschwitz en raison de ses origines juives, à propos, notamment, des effets de la torture sur ses victimes].

■ Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, nouvelle édition établie et présentée par Guillaume Piketty, Genève, Éditions du Tricorne, 2001 [ouvrage mêlant récit et réflexion sur l'expérience résistante rédigé par un pionnier de l'armée des ombres en zone Sud devenu un responsable du mouvement Combat].

■ Claude Bourdet, *L'Aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Paris, Stock, 1975, rééd. Le Félin, 1998 [chapitre « Retour chez les vivants » : réflexion d'un résistant-déporté sur son retour en France].

■ François Maspéro, *Les abeilles et la guêpe*, Paris, Seuil, 2002 [une réflexion profonde sur le rapport entre survivants et morts de la Résistance ; son père et sa mère, résistants-déportés, ont disparu, pour l'un, survécu, pour l'autre ; son frère, FTP devenu traducteur au sein de l'armée Patton, est tombé lors de la libération de Metz].

■ Jean-Pierre Vernant, *La Traversée des frontières. Entre mythe et politique II*, Paris, Seuil, 2004 [réflexion sur la résistance et « l'après » par l'ancien chef des FFI de Haute-Garonne, devenu l'historien spécialiste de la Grèce antique].

■ Philippe Viannay, *Du bon usage de la France. Résistance, journalisme, Glénans*, Ramsay 1998 [souvenirs du jeune chef de Défense de la France qui, après avoir renoncé à investir la vie politique après la guerre, a prolongé son engagement par diverses initiatives dans la société civile ; voir en particulier le chapitre « Les surgeons du rêve brisé »].

Retours en métropole : la perception des Français libres à travers leurs écrits personnels

Par Bruno Leroux

La première étape de la « sortie de guerre » des Français libres, c'est d'abord un phénomène qui les singularise : le retour d'exil, la reprise de contact avec la métropole. On peut appréhender sa complexité psychologique, mêlant émotions et jugements de valeur, à travers trois exemples de « dissidents » de 1940 : un journaliste de la BBC, Pierre Bourdan ; un militaire, le capitaine Gabriel Brunet de Sairigné ; un haut responsable civil, René Plevén⁽¹⁾.

Publié en 1946, le *Carnet de retour avec la division Leclerc* de **Pierre Bourdan** est, en fait, un texte très élaboré. Ses chapitres, dénommés d'après les provinces françaises traversées avec la 2^e DB, s'efforcent très visiblement de donner une image éminemment positive de ces retrouvailles avec la France. Le plus révélateur, de par la diversité des situations, est le premier, « Normandie ». C'est d'abord l'aspect charnel du retour : « Aucun de nous ne put réfréner cet élan banal et invincible de prendre des poignées de sable et de les fourrer dans ses poches ». Ensuite, un certain décalage avec le « premier Français » rencontré : un paysan normand qui « nous regardait en silence, sans joie ni ennui manifestes », et face à l'avalanche de questions, répond « Enfin la guerre, c'est la guerre » et le quitte pour « aller voir aux bêtes ». Puis, l'impossibilité de communiquer avec les civils des villes bombardées, croisés sur les routes : « Ici, c'était le domaine des déracinés. L'abord désinvolte, le geste qui fait connaissance n'étaient plus de mise ». Mais à quelques kilomètres, dans Granville intacte, « des filles en robe d'été passaient à bicyclette, envoyaient des baisers et des fleurs ».



Portrait du capitaine Gabriel Brunet de Sairigné.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

Les écrits intimes, non publiés, sont encore plus contrastés. Débarquant en Provence le 16 août 1944, le **capitaine de Sairigné** note dans ses carnets : « premières heures en France, couché dans une pinède » et se laisse submerger par l'émotion : « C'était à en pleurer ! Que la vie est belle ! » Mais quelques jours après il écrit à ses parents : « La population que nous côtoyons ici n'est pas toujours bien belle : j'essaie de croire que, seul, le Midi est dans ce cas », avant de noter, arrivé à Lyon le 6 septembre : « Défilé en ville, au milieu d'un grand enthousiasme. C'est la première fois, depuis le débarquement, qu'on reçoit un tel accueil. Les gens du Midi se sont montrés beaucoup plus réservés. » À ces contrastes, qui le désarçonnent, succède

un constat déprimant, devant « les jeunes Français qui se sont engagés chez nous (en principe, donc, les meilleurs) et qui sont lamentables ». Ici, l'identité Française libre joue à plein. Ce qu'il perçoit des conséquences de Vichy et de l'Occupation sur les Français (perte de sensibilité et médiocrité des idéaux après quatre ans de pénuries ?), il l'oppose à la mentalité de ses hommes : cette « division où l'esprit est si beau et si propre à redresser quatre ans de déformation honteuse ». Cette discordance renforce son inquiétude : « La France ne saura jamais assez combien elle doit à ces braves étrangers ou à ces braves tirailleurs qui souffrent pour elle. Ce sont des saints, priez un peu pour eux, car tout le monde semble les oublier » (lettre à sa mère, 20 octobre 1944).



Portrait de René Plevén.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

René Plevén, « n°2 » de la France libre depuis 1940, commissaire aux Colonies du GPRF, entretient son épouse (encore aux États-Unis) des aspects les plus intimes de son retour. Son frère Hervé est en prison, pour avoir travaillé avec Paul Marion, ministre de l'Information de Vichy. « Son rôle paraît avoir été celui d'un comparse, mais j'ai demandé qu'on ne m'en parle pas »⁽²⁾. Et il assure : « Nos amis se sont très bien comportés », preuve a contrario de l'inquiétude que chaque exilé devait ressentir en renouant ses contacts. Du coup, après l'allégresse de la Libération, il perçoit les multiples ambivalences du retour à la normale : « Il y a du contentement [chez les Français] parce que depuis deux mois, chaque jour a marqué un petit progrès dans le ravitaillement, l'électricité, le gaz, etc. Trop de nos alliés ne se rendent pas compte qu'ils reçoivent une hospitalité très généreuse de ceux mêmes qui trahissaient la cause alliée et s'enfermaient dans un prudent attentisme, et maintenant veulent se faire dédouaner ».

(1) Sources des citations ci-dessous : dans la bibliographie du dossier, le livre de Pierre Bourdan (p.52, 58, 64) et l'anthologie *Français en Résistance* (p.520 à 522, 1088 et 1091).

(2) Autrement dit : « je ne veux pas intervenir en sa faveur ». Mais pas seulement : quarante ans plus tard, le biographe de Plevén, Christian Bougeard, se heurtera à la même volonté de silence, révélatrice d'une blessure psychologique profonde. Voir René Plevén, Presses universitaires de Rennes, 1994, p. 162.

Pistes pédagogiques

- Pour bien comprendre ces textes sur la première phase du « retour », on aura avantage à les comparer aux écrits intimes produits pendant l'exil même par des Français libres. On y retrouve déjà l'ambiguïté des sentiments : regret du sol natal / amour d'une France incarnée par les FFL / rejet d'une autre France, celle qu'ils associent à l'atmosphère déprimante de la défaite et à Pétain. Voir par exemple dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006, p. 1061-1063 (« L'exil, à travers les carnets de René Mouchotte, pilote des Forces aériennes de la France libre »).
- Sur la déception durable des Français libres, comme phénomène psychologique, contrastant avec leurs destinées plutôt socialement enviables après-guerre, voir (dans la bibliographie du dossier) : Jean-François Muracciole, *Les Français Libres*, Tallandier, 2009, chapitre XI.

La sortie de guerre des résistants à travers les premiers bulletins associatifs

par Frantz Malassis

La presse des associations d'anciens résistants témoigne très concrètement des conditions de leur réinsertion : difficultés matérielles et psychologiques, décalages avec la société française en pleine reconstruction. Un échantillon des tout premiers bulletins, de la période 1944-1946, suffit pour en montrer tous les aspects.

L'aide sociale

« Tant de détresse après ce premier choc du retour : les morts d'êtres chers, les foyers détruits, les maisons pillées, les santés atteintes. Et l'attente anxieuse de ceux et de celles qui ne reviendront jamais. » (*Voix et Visages*, n°1, juin 1946). Ce premier éditorial de Geneviève de Gaulle, au nom de l'Association nationale des anciennes Déportées et Internées de la Résistance (ADIR), résume bien l'accumulation des difficultés rencontrées par les déportées à leur retour. Il est suivi d'une page d'informations pratiques sur les aides apportées par cette association aux déportées : horaires du service médical au siège de l'ADIR⁽¹⁾, conditions des séjours de convalescence en Suisse et en France proposés aux déportées, possibilités d'hébergement à Paris, secours en nature (vêtements, literie, meubles, vaisselle, produits alimentaires), aide à l'insertion professionnelle. Au-delà d'un état physique souvent lamentable, on voit bien que ce sont toutes les ruptures dans la vie « normale » créées par l'expérience de la résistance et de la déportation, qu'il s'agit de surmonter. Et on mesure l'énergie déjà déployée par les femmes internées de la Résistance qui ont créé l'ADIR dès octobre 1944 en prévision du retour de leurs camarades déportées.

Ce souci des victimes de la répression et de leurs familles s'exprime également dans certains bulletins d'anciens internés de la Résistance comme le bulletin de l'Association des Rescapés de Montluc⁽²⁾. En janvier 1945, son premier bulletin rappelle que l'association a une double action : pression sur les pouvoirs publics pour obtenir pensions ou allocations militaires aux familles de fusillés ou de déportés non encore rentrés, mais aussi, comme pour l'ADIR, mise en place en parallèle d'une aide sociale d'urgence par l'association elle-même.

La recherche des disparus et la dette envers les morts

En 1945-1946, les spectres des disparus hantent encore bien des familles. En parallèle aux enquêtes des services officiels, les deux bulletins déjà cités tentent de mettre à contribution leurs adhérents : le bulletin n°1 de l'Association des Rescapés de Montluc dont on est sans nouvelles, pour que les rescapés disent s'ils connaissent leur sort (exécution ou déportation) ou s'ils ont recueilli leurs derniers messages ou confidences... Quant à l'ADIR, elle propose une aide juridique aux familles leur permettant de régulariser l'état civil des non-rentres comme le prévoit la circulaire du ministère des anciens combattants du 18 mars 1946. Jusqu'alors, faute d'acte de décès ou de disparition, les familles ne pouvaient liquider la succession du défunt et se retrouvaient dans des situations matérielles précaires.

Corollaire de ces lancinantes préoccupations, l'hommage aux morts domine dans cette presse associative. Si certains articles sont consacrés à l'absence ou au retard de reconnaissance de la Nation à l'égard des résistants, ils mettent d'abord en avant les morts : « Que les vivants soient oubliés, il n'y a là que demi-mal. Mais que l'on rende au moins à ceux qui sont morts les armes à la main l'hommage qui leur est dû. Ceux qui restent aujourd'hui ont obtenu une récompense : ils ont conservé la vie. »⁽³⁾

Les morts laissent aussi aux vivants un héritage à assumer. Dans les associations masculines, celui-ci est perçu comme un devoir d'intervention dans la vie publique : « Nous sommes les héritiers spirituels de nos martyrs [...] c'est à nous de prendre le flambeau qu'ils nous ont laissé, c'est à nous qui sommes vivants de parachever leur œuvre : faire une France plus belle, faire une France unie, faire une France glorieuse, faire la France. »⁽⁴⁾ (Association des Rescapés de Montluc) ; « Les Maquisards n'ont besoin ni d'hommages officiels, ni de grasses prébendes, ils réclament simplement un champ d'action où s'exercera leur talent de pionnier »⁽⁵⁾ (*La Voix du maquis*), « Issue de la sélection dans l'espace et dans le temps des survivants de la glorieuse phalange, leur Association doit constituer la pierre angulaire de la vraie rénovation française. » (*Le Résistant de 1940*)⁽⁶⁾.



Coll. Fondation de la Résistance.

Quelques-uns des premiers bulletins associatifs. De gauche à droite : *Voix et Visages*, n°1 de juin 1946, le journal *Association des Rescapés de Montluc* de janvier 1945, *La Voix du Maquis*, n°1, 30 mars 1946, *Le Résistant de 1940*, n°1 de juin 1946.

Vous retrouverez sur le musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) une analyse plus complète des premiers numéros des quatre journaux utilisés, avec leur reproduction intégrale.

Maintenir les liens entre les vivants

Cependant, *Voix et Visages*, le titre choisi par les femmes de l'ADIR pour leur bulletin n'est pas seulement, ni même principalement, un hommage aux morts : « *Voix des prisons qui sortaient des murs, des fentes de tuyaux, des grillages. Visages de toutes celles qui se sont retrouvées dans la grande aventure, visages émaciés de Ravensbrück que seul un prénom identifiait. Voix et visages. Ce doit être toute l'amitié des camps [...]. Ce bulletin doit aussi nous aider à nous rejoindre, à retrouver des camarades dont nous ne connaissons que le prénom.* »⁽⁶⁾ Car l'objectif de ce journal est « de préserver cette fraternité des camps, si intense que n'importe quel *schmutzstück* de Ravensbrück ou de Swödaun nous est quelquefois plus proche que certains membres de notre famille ; il s'agit de maintenir cet esprit de lutte et de résistance qui a été le nôtre, de veiller à ce qu'il subsiste dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. »⁽⁶⁾ Chez ces déportées, il s'agit moins de contribuer à bâtir une France nouvelle (comme chez les associations masculines mentionnées plus haut), que de perpétuer quelque chose qu'elles ont tiré de l'expérience terrible des camps : la conscience de la fragilité de la dignité de l'homme, mais aussi de la force de la solidarité même la plus élémentaire. On devine aussi en elles le sentiment d'une forme d'impuissance à transmettre cette expérience aux « autres », y compris leurs proches. D'où le besoin vital d'en parler ensemble parce que l'oubli est impossible, mais aussi de simplement se retrouver pour entretenir ce lien d'une nature incomparable. C'est tout l'arrière-plan qu'il faut voir derrière les rencontres amicales proposées par l'ADIR à ses adhérentes, tous les lundis après-midi, prolongées par des conférences ou un concert. ■

(1) alors au 4 rue Guynemer, Paris 6^e.

(2) *Association des Rescapés de Montluc*, janvier 1945. Montluc était le principal lieu de détention des résistants à Lyon.

(3) Pierre G. Jeanjacquot, « Qui doit-on décorer ? », *La Voix du Maquis, Organe bimensuel de la Fédération nationale des maquis*, n°1, 30 mars 1946. Cet effacement volontaire des survivants ne sera plus de mise dès lors que ceux-ci percevront la menace d'un oubli de la Résistance dans sa globalité, notamment à partir des années 50 et des lois d'amnistie.

(4) Louis Delcourt, « Pionniers d'hier et d'aujourd'hui », *La Voix du Maquis*, n°1, 30 mars 1946.

(5) René Sanson, « Les résistants de 1940 dans la vie de la nation », *Le Résistant de 1940*, n°1 de juin 1946.

(6) Claire Davinroy (secrétaire générale de l'ADIR), « Ce que sera notre Bulletin », *Voix et Visages*, n°1, juin 1946. *Schmutzstück* (« saleté ») : un des qualificatifs dégradants donnés par les gardiens des camps aux déportés.